



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE



## LE SOUTIEN A L'INVESTISSEMENT DES COLLECTIVITES

**Plus de 400 M€ supplémentaires d'investissements dans  
l'Hérault \***

### Objectifs :

Afin de soutenir les collectivités locales qui s'engagent à augmenter leur investissement en 2009, l'Etat va reverser, en 2009 avec un an d'avance, le fonds de compensation de la TVA dû sur les investissements 2008.

La collectivité locale qui souscrit à cette mesure signe une convention avec l'Etat avant le 15 mai.

### Situation régionale au 22 avril 2009 :

	Nombre de conventions signées	Montant de l'investissement prévu
AUDE	111	131 058 765
GARD	114	167 457 203
HERAULT	86	1 031 555 112
LOZERE	113	111 439 172
PYRENEES ORIENTALES	45	274 805 071
<b>TOTAL LR</b>	<b>469</b>	<b>1 718 315 323</b>

### Exemple :

Le préfet de région a signé la convention avec le Conseil régional, ce qui va permettre à cette collectivité de recevoir 35 M € supplémentaires en 2009 au titre de la compensation de la TVA. Le Conseil général devrait percevoir 25 M€

**De nombreuses conventions ayant été signées notamment dans l'Hérault depuis cette date. La 500<sup>ème</sup> convention est signée le 4 mai en présence de Monsieur le député Jean Marc Roubaud.**

*\*y compris le Conseil régional*



## LE SOUTIEN A L'ACTIVITE ECONOMIQUE ET A L'EMPLOI

**Plus de 12 000 emplois créés ou consolidés**

### Objectifs :

Les mesures de soutien en faveur des entreprises sont de plusieurs ordres :

- garanties de prêts par OSEO
- augmentation à 20% du 1<sup>er</sup> acompte des marchés publics de l'Etat
- remboursements anticipés d'impôts
- réductions d'impôts
- prises de participation
- étalement des créances fiscales et sociales (plans de règlement)
- versement de la prime à la casse : 9,9 M€ pour la région
- performance énergétique des exploitations agricoles : 495 000 € pour la région
- médiation du crédit

De même des mesures d'accompagnement des mutations économiques et au développement de l'emploi sont prévues :

- participation à l'indemnisation du chômage partiel
- renforcement du nombre des contrats aidés
- accompagnement des mesures de reclassement des salariés, actions de formation notamment

### Situation régionale :

Garanties de prêts (intervention d'OSEO)	177 entreprises pour 29 M€ de prêts de restructuration et 15 M€ de garantie de risques
Nombre de plans de règlement accordés	85 plans ont été accordés dans la région pour un montant cumulé de 7,9 M€ de dettes et pour une durée moyenne de 13 mois
Nombre d'entreprises ayant sollicité avec succès le médiateur du crédit	142 totalisant un peu plus de 1 000 salariés soit 56% de réussite
Contrats aidés	4 406 contrats prescrits dans le secteur non marchand et 971 pour le secteur marchand
Chômage partiel	901 957 h autorisées pour un coût de 3,1 M€ concernant 6 225 salariés
Prime à la casse	1,5 M€ réglés à ce jour



## UN EFFORT EXCEPTIONNEL D'INVESTISSEMENT DE L'ETAT

100 projets – 100 M €

### Objectifs :

Pour accélérer l'économie et favoriser l'emploi, l'Etat financera en 2009 plus de 1000 projets. Ces opérations, réparties dans l'ensemble des régions, ont été sélectionnées tant dans le domaine des infrastructures de transport, que dans celui de l'enseignement supérieur et de la recherche, celui du patrimoine immobilier de l'Etat (Justice, Défense, Culture), ou encore celui de la santé. Ils s'inscrivent pleinement dans la dynamique du Grenelle de l'environnement.

Une part significative de l'effort d'investissement du plan de relance porte sur l'accélération des Contrats de projets Etat-Régions (CPER) et des Plans de développement et de modernisation des itinéraires routiers (PDMI).

Le financement de ces opérations au titre du plan de relance (2,4 Mds €) s'inscrit en complément des programmations annuelles classiques des ministères.

### Crédits mobilisés :

**En Languedoc-Roussillon, ce sont 100 projets qui ont été retenus, pour un montant d'investissement de 100 Millions d'Euros.**

### Les opérations retenues :

<b>Infrastructures routières</b>	A75 Section Les Rives	8 310 000 €
	A75 Section Marvejols	
	A75 Section Le Buisson	
	A750 Saint Paul	
	RN 88 Lahondès - Chaudeyrac	
	RN106 Ste Cécile	
	RN 116 Perpignan - Le Soler	
	RN 106 Réhabilitation Ouest Nîmes	
	RN 100 Côte de Saze	
A 750 A75 - Montpellier	25 000 000 €	

<b>Infrastructures ferroviaires</b>	LGV - Contournement Nîmes Montpellier	17 800 000 €
	Modernisation Alès Langogne	900 000 €
<b>Voies navigables</b>	Canal du Rhône à Sète	4 400 000 €
	Modernisation des équipements	1 200 000 €
<b>Aménagement du territoire</b>	Pôle départemental de manifestations agricoles à Aumont Aubrac	1 247 500 €
	Médiathèque de Carcassonne	
	Maison médicale du Vigan	
	Passerelle piétons, gare de Perpignan	
	Complexe médico social et sportif de Montrodat (Lozère)	3 900 000 €
	Païement des opérations antérieures	
<b>Sécuriser les hôpitaux psychiatriques</b>	19 opérations en région LR	1 250 000 €
<b>Enseignement supérieur et Recherche</b>	11 opérations de mise en sécurité des universités et de l'école de chimie	3 859 500 €
	Campus Saint Charles (UM III)	4 800 000 €
	Cité universitaire de la Voie Domitienne, Montpellier	1 200 000 €
	Institut de recherche en cancérologie (UMI)	400 000 €
<b>Restauration des monuments historiques</b>	Les Ursulines, Cité de la danse	3 700 000 €
	Domaine de la Mosson à Montpellier	
	Maison carrée de Nîmes	
	Nîmes maison de l'avocat des pauvres	
	Chartreuse de Villeneuve-lez-Avignon	
	Beucaire aménagement CIAP (VPAH)	
	Cathédrale St Michel de Carcassonne	
	Abbaye de Lagrasse	
	Eglise Saint-Vincent à Montréal	
	Narbonne église St Just	
	Immeuble Théodore Jean à Marvejols	
	Eglise de Langogne	
	Château de Condres à Saint Bonnet de Montauroux	
	Remparts Villefranche de Conflent	
Remparts de la ville de Montlouis		

<b>Etat exemplaire Rénovation du patrimoine : accessibilité, efficacité énergétique</b>	Gendarmeries de La Grande Motte et de Carcassonne	4 713 000 €
	DDTEFP Montpellier	
	Préfecture Montpellier	
	AGRO Paris domaine de la valette Montpellier	
	Ecole d'Architecture Montpellier	
	Préfecture Mende	
	Préfecture Perpignan	
	Rénovation des cités administratives (Carcassonne en LR)	
	Audits énergétique Bât. Etat	1 200 000 €
<b>Amélioration patrimoine justice</b>	Rénovation des établissements pénitentiaires de Carcassonne, Nîmes, Montpellier, Villeneuve les Maguelone et Perpignan	331 000 €
	Restructurations des juridictions à Béziers et Perpignan	1 250 000 €
	Quartier courte peine à Nîmes et Perpignan	2 000 000 €
<b>Immobilier de la Défense</b>	Entretien en région Languedoc - Roussillon	3 000 000 €
	Carcassonne - Quartier LAPERRINE - 3 <sup>o</sup> Régiment parachutiste d'infanterie de marine - réseau informatique	470 000 €
	Carcassonne - Quartier LAPERRINE - 3 <sup>o</sup> Régiment parachutiste d'infanterie de marine - réutilisation des bâtiments pour l'accueil du système FELIN ( équipement individuel du combattant)	1 325 000 €
	Nîmes - quartier DE CHABRIERES - 2 Régiment étranger d'infanterie - Réhabilitation du bâtiment 001	3 035 000 €
	Maintien en condition des infrastructures (MCI) sur bases aériennes	50 000 €
	Nîmes - quartier ST CESAIRE - 4 Régiment du matériel - Réhabilitation hébergement 52 pl.	900 000 €
	Laudun - Rénovation des couvertures - Bât 43 à 50	1 550 000 €

**Exemples de chantiers lancés en Languedoc-Roussillon :**



<p><u>Enseignement supérieur :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Campus Saint Charles (Montpellier)</li> <li>▪ Cité universitaire de la Voie Domitienne (Montpellier)</li> </ul>	<p><u>Aménagement du territoire :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Passerelle piéton de la gare de Perpignan</li> <li>▪ Complexe médico social et sportif de Montrodat (Lozère),</li> </ul>
<p><u>Infrastructures de transport :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Entretien routier de la RN 100 (Gard),</li> <li>▪ Modernisation de la voie ferrée Alès Langogne,</li> </ul>	
	<p><u>Patrimoine culturel :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Eglise St Vincent à Montréal (Aude)</li> <li>▪ Abbaye de Lagrasse (Aude)</li> <li>▪ Maison Carrée de Nîmes (Gard)</li> <li>▪ Chartreuse de Villeneuve-lez-Avignon (Gard)</li> <li>▪ Immeuble Théodore Jean à Marvejols (Lozère)</li> </ul>
<p><u>Prochainement plusieurs chantiers vont s'ouvrir :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ L'autoroute A750, le plus important chantier du plan de relance LR,</li> <li>▪ Les aménagements routiers, dont la RN 116 (Pyrénées Orientales), la RN 106 (Gard) et la RN 88 (Lozère),</li> <li>▪ Les études et acquisitions foncières pour le contournement LGV Nîmes Montpellier,</li> <li>▪ Le couvent des Ursulines (Montpellier)</li> <li>▪ Le château de Condres à St Bonnet de Montauroux,</li> </ul>	

# LA CONTRIBUTION DES FONDS EUROPEENS AU SOUTIEN DE L'ECONOMIE 800 M€ pour le Languedoc-Roussillon (2007-2013)



Afin de renforcer la contribution des crédits européens à l'effort de redressement de l'économie et de l'emploi, le comité de suivi du 22 avril 2009 a adopté une série de dispositions immédiates qui reposent sur trois idées force :

**SIMPLIFIER.** Pour améliorer les temps de réponse relatifs à l'attribution des crédits, dans le respect des règlements, interviendra un assouplissement des modes de gestion de manière à programmer plus vite et à rendre plus rapidement disponible les fonds européens pour les porteurs de projets.

**OUVRIR.** Les crédits européens doivent être accessibles au plus grand nombre, porteurs de projets publics où privés, gros ou petits. Les dispositifs vont donc être davantage ouverts. En parallèle, les taux d'intervention des crédits européens sont relevés. Ainsi, plus de projets possibles avec plus de soutien financier pour les maîtres d'ouvrage en Languedoc-Roussillon.

**INVESTIR.** Pour soutenir l'activité des entreprises, la réhabilitation des logements sociaux existants dans la recherche d'une meilleure performance énergétique et le déploiement du haut débit sur tout le territoire régional seront renforcés, avec à terme un redéploiement de 11 M€ de crédits FEDER.

Il s'agit là d'actions régionales d'une durée limitée à 2009 - 2010, qui visent à accroître significativement la consommation du FEDER au bénéfice de l'économie régionale. Ces mesures exceptionnelles dérogent au principe habituellement en vigueur d'une consommation à rythme régulier, constant, tout au long de la durée de vie d'un programme.

Retrouver toutes les informations sur l'Europe en Languedoc-Roussillon sur le site  
[www.languedoc-roussillon.eu](http://www.languedoc-roussillon.eu)





## ACTION DE L'ETAT FACE A LA CRISE ECONOMIQUE DANS LE DEPARTEMENT DE L'HERAULT

Au 30 avril 2009, les aides de l'Etat dans le cadre du plan de relance s'élèvent à **238,30 M€** dont :

- FCTVA : 123 M€
- Plan exceptionnel d'investissement : 58,5 M€
- Chômage partiel : 1 M€
- Logement : 11,15 M€
- Soutien aux entreprises : 44,65 M€

Au minimum **4 042 emplois** créés ou consolidés.

### Situation économique du département

Jusqu'à la fin de l'année 2008, la région et le département de l'Hérault ont été moins touchés par la crise économique que le reste du pays compte tenu :

- de la nature des entreprises qui sont constituées à plus de 80% de TPE et PME
- de la part importante de l'emploi public dans le total des emplois (23%)
- d'une économie essentiellement tournée vers l'agriculture et les services, activités peu délocalisables, contrairement au secteur industriel.

Néanmoins, l'Etat n'est pas resté inactif et s'est impliqué fortement dans les différents dispositifs de soutien à l'économie.

### 1 - Le comité départemental de suivi de l'économie

Installé dès octobre 2008, le comité s'est réuni 11 fois depuis cette date sous la présidence du préfet assisté de la directrice régionale des finances publiques. Il rassemble les acteurs économiques du département : les organisations patronales, les organismes consulaires, les banques, les assureurs-crédits, l'ordre des experts comptables, les administrations de l'Etat qui ont en charge le développement et le soutien de l'économie et des entreprises (direction départementale du travail et de l'emploi, direction régionale de l'industrie et de la recherche, direction départementale de l'équipement, Banque de France, OSEO).

C'est un lieu d'échange et d'expression des difficultés rencontrées par les entrepreneurs du département au sein duquel le préfet s'engage à ne laisser aucune question sans réponse et à conduire les actions nécessaires pour aider chaque entreprise en difficulté.

## 2 – Le fonds de compensation de la TVA

C'est une mesure destinée à aider l'investissement des collectivités locales qui envisagent d'augmenter au moins d'un euro en 2009 leurs dépenses d'équipement. Dans ce cas, les collectivités bénéficient d'un remboursement anticipé de la TVA.

Une convention est alors signée entre l'Etat et la collectivité concernée qui percevra le fonds de compensation de la TVA dès 2009 au lieu de 2010, sur ses dépenses d'équipement effectuées en 2008.

La date limite des signatures des conventions est arrêtée au **15 mai 2009**.

Les conventions avec le Conseil général et le Conseil Régional ont été signées le 2 et 6 avril dernier.

En 2009, le conseil général percevra **22 M€** au titre de l'année 2007 et 25 M€ supplémentaires au titre de 2008. Le Conseil régional, quant à lui, percevra **35 M€** pour 2008.

A ce jour, **134** conventions ont été signées ; 23 sont actuellement en projet ou en cours de signature.

Le remboursement anticipé de la TVA pourrait s'élever à **123 M€** de recettes supplémentaires pour les collectivités concernées.

L'ensemble des dépenses d'investissement sur lesquelles se sont engagés le conseil régional, le conseil général, les communes et les EPCI s'élève à **1.134.108.846 €**.

## 3 – Les mesures en faveur de la relance

### ➤ Le plan exceptionnel d'investissement :

Pour le département de l'Hérault, il s'élève à **58,5 M€** (dont 22 M€ pour des opérations prévues au contrat de projet 2007- 2013 qui font ainsi l'objet d'une réalisation accélérée).

Cela concerne les opérations suivantes :

Opérations	Montant de l'opération	Travaux engagés
A 750 (section entre A75 et Montpellier)	26,48 M€	-
Contournement Nîmes Montpellier	8,9 M€	-
Aménagement du territoire (règlement d'opérations récemment réalisées)	3,4 M€	-
Campus St Charles	4,8 M€	oui
Mise en sécurité des universités Montpellier I, II, III et école de chimie	3,5 M€	-
Institut de cancérologie	0,4 M€	-
Cités universitaires Montpellier (logement étudiant)	1,2 M€	oui

Rénovation du patrimoine culturel (cité de la danse et domaine de la Mosson)	1,5 M€	-
Accessibilité et isolation énergétique des bâtiments de l'Etat	3,4 M€	-
Mise en sécurité des hôpitaux psychiatriques	0,5 M€	-

Ces investissements permettront de créer ou de consolider 500 emplois.

➤ Les contrats aidés :

Le chômage a progressé de 14,8% sur un an dans le département. Cette progression reste toutefois moins forte qu'au niveau régional (+15,2%) et national (+19%). Pôle emploi a inscrit à ce jour 56 547 chômeurs.

Parmi les chômeurs, c'est la catégorie des hommes jeunes qui est la plus touchée + 30%.

Le nombre d'offres d'emploi a diminué de 32,8% sur un an. On observe la même tendance sur les contrats d'intérim conclus en janvier et février 2009 : ils enregistrent une baisse de 30%.

Le gouvernement a décidé de relancer les contrats aidés et d'augmenter la participation de l'Etat au paiement des salaires, participation qui vient d'être portée à 90%.

Au 20 avril, sont signés depuis le 1<sup>er</sup> janvier :

- **1411** contrats d'accompagnement vers l'emploi et **86** contrats d'avenir pour le secteur non marchand
- **443** contrats d'initiative emploi pour le secteur marchand.

Les objectifs fixés au département pour les contrats du secteur marchand sont dépassés à fin mars (443 contrats signés pour un objectif trimestriel de 245).

Pour le secteur non marchand, l'objectif est atteint à hauteur de 38% (38% pour la région et 42% pour le niveau national).

➤ Le chômage partiel

Du 1<sup>er</sup> janvier au 17 avril, 317.000 h de chômage partiel ont été autorisées, ce qui représente **1 M€** d'engagements juridiques pour 186 entreprises et un effectif de **1 484 salariés**.

Au 1<sup>er</sup> trimestre 2008, 29 demandes avaient été enregistrées pour 11.442 d'heures de chômage partiel autorisé et cela concernait 67 salariés.

➤ La relance du logement

Pour soutenir le logement locatif social, accélérer les opérations de rénovation urbaine et réhabiliter le parc privé, l'Etat dégage les moyens supplémentaires suivants :

- soutien au logement locatif social : 1,15 M€ de subventions qui vont générer 11,5 M€ de travaux et maintenir ou créer 101 emplois.
- rénovation urbaine Montpellier et Béziers: 4,5 M€ de subventions soit 45 M€ de travaux et près de 400 emplois créés ou consolidés.
- réhabilitation du parc privé (habitat indigne et isolation énergétique) : 5,5 M€ soit 15 M€ de travaux et 132 emplois créés ou consolidés.

- 210 prêts locatifs sociaux (PLS) investisseurs qui généreront 14,7M€ de travaux et près de 130 emplois créés ou consolidés.

Grâce aux **11,15 M€** de subventions supplémentaires de l'Etat destinées au soutien de la construction qui généreront 86,2 M € de travaux, 763 emplois seront créés ou consolidés.

➤ Les mesures en faveur des entreprises

- Le comité départemental d'examen des problèmes de financement des entreprises (CODEFI) a accueilli, depuis le 1<sup>er</sup> novembre 2008, **223** entreprises soit **2707** salariés.
- **56** entreprises pour un total de **856** salariés ont obtenu de la part de la commission départementale des chefs de service financiers et des organismes de sécurité sociale (CCSF), des délais de paiement pour leurs dettes sociales et fiscales.
- **740** entreprises ont sollicité depuis janvier le remboursement mensuel anticipé de TVA pour un montant de **33,5 M€**.
- **19** entreprises bénéficient du crédit impôt recherche pour **1M €**
- **9,5 M€** ont été remboursés fin mars aux entreprises au titre de l'impôt sur les sociétés (contre 3,4 M€ l'an dernier à la même époque)
- **650 000 €** ont été remboursés au titre du report arrière de déficit.

➤ La médiation du crédit

Total des dossiers déposés depuis le 1er octobre 2008	241	
Dossiers refusés	42	
Dossiers acceptés	199	
Dossiers en cours d'instruction	112	
Dossiers clôturés dont :	87	
- clôtures positives		58
- clôtures négatives		29
Taux de succès		67%

Au total, 210 emplois ont pu être sauvés.

\* \* \*